



CHAPITRE 67

Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent

[Sanctionnée le 6 juin 1962]

Préambule.

ATTENDU que Thomas Everitt, président de l'Association des pompiers de la cité de Saint-Laurent a, par sa pétition, représenté:

Que cette association en est une *bona fide*, non constituée en corporation ayant pour objet l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, notamment les pompiers de même que tous les autres membres et officiers de la brigade de protection contre l'incendie, à l'emploi de la cité de Saint-Laurent;

Que la dite association a été reconnue comme l'agent négociateur des pompiers, à l'exception des personnes automatiquement exclues par l'article 2, paragraphe a, sous-paragraphes 1°, 2° et 3° de la Loi des relations ouvrières de la province de Québec, à l'emploi de la cité de Saint-Laurent, suivant décision de la Commission de relations ouvrières de la province de Québec en date du 29 novembre 1955;

Qu'aucune loi générale n'empêche l'Association des pompiers de la cité de Saint-Laurent de s'affilier à d'autres associations;

Que les associations de pompiers à l'emploi de cités ou villes dans la province de Québec sont en presque totalité affiliées à la Fédération provinciale des pompiers du Québec et, également, à l'Association internationale des pompiers;

CHAPTER 67

An Act to amend the charter of the city of Saint-Laurent

[Assented to 6th June 1962]

WHEREAS Thomas Everitt, president of l'Association des pompiers de la cité de Saint-Laurent has, by his petition, represented:

That such association is a *bona fide*, unincorporated association having for its object the study, protection and promotion of the economic, social and moral interests of its members, namely the firemen as well as all the other members and officers of the fire brigade employed by the city of Saint-Laurent;

That the said association has been recognized as the negotiating agent for the firemen, with the exception of persons automatically excluded by section 2, paragraph a, sub-paragraphs 1, 2 and 3 of the Labour Relations Act of the Province of Quebec, employed by the city of Saint-Laurent, pursuant to a decision of the Labour Relations Board of the Province of Quebec dated the 29th of November 1955;

That no general law prevents the Association des pompiers de la cité de Saint-Laurent from affiliating with other associations;

That the associations of firemen employed by cities or towns in the Province of Quebec are nearly all affiliated with the Provincial Federation of Quebec Firemen and also with the International Association of Firemen;

Que, d'autre part, en vertu des dispositions de l'article 2 de la loi 14 George VI, chapitre 106, les pompiers de la cité de Saint-Laurent, de même que tous les autres membres et officiers de sa brigade de protection contre l'incendie, ne peuvent devenir ou demeurer membres d'une association qui n'est pas formée exclusivement de personnes de la même catégorie et à l'emploi de la cité, ni affilier leur association à d'autres associations;

Que l'Association des pompiers de la cité de Saint-Laurent désire s'affilier à la Fédération provinciale des pompiers du Québec et à l'Association internationale des pompiers;

Que l'Association des pompiers de la cité de Saint-Laurent désire également que ses membres puissent devenir ou demeurer membres d'une association qui n'est pas formée exclusivement de personnes à l'emploi de la cité de Saint-Laurent, plus particulièrement qu'ils puissent devenir ou demeurer membres de la Fédération provinciale des pompiers du Québec et de l'Association internationale des pompiers;

Que l'interdiction qui est faite à l'Association des pompiers de la cité de Saint-Laurent et à ses membres, tel que susdit, cause préjudice aux intérêts de ladite association et de ses membres;

Attendu que le pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi aux fins d'abroger l'article 2 de la loi 14 George VI, chapitre 106, et qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1950, c.
106, s. 2,
ab.

1. L'article 2 de la loi 14 George VI, chapitre 106, est abrogé.

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

That on the other hand, under the provisions of section 2 of the act 14 George VI, chapter 106, the firemen of the city of Saint-Laurent, as well as all other members and officers of its fire brigade are not allowed to become or remain members of an association which is not exclusively composed of persons of the same category and employed by the city or to affiliate their association with other associations;

That l'Association des pompiers de la cité de Saint-Laurent wishes to affiliate with the Provincial Federation of Quebec Firemen and the International Association of Firemen;

That l'Association des pompiers de la cité de Saint-Laurent also wishes that its members be allowed to become or remain members of an association not exclusively composed of persons employed by the city of Saint-Laurent, and more particularly that they be allowed to become or remain members of the Provincial Federation of Quebec Firemen and the International Association of Firemen;

That the prohibition affecting l'Association des pompiers de la cité de Saint-Laurent and its members as aforesaid is prejudicial to their interest;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act to repeal section 2 of the act 14 George VI, chapter 106, and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 2 of the act 14 George VI, chapter 106, is repealed.

1950, c.
106, s. 2,
repealed.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.